

Procédure en réversion: Famille avec deux enfants de Serlians

Pour copie conforme
Le Greffier

Tribunal de Grande Instance de LILLE	N° 10/00980	PROCÉDURE DE RECONDUITE A LA FRONTIÈRE
Juge des libertés et de la détention		ORDONNANCE DE REJET

Le 30 juillet 2010, devant Nous, Marie BUNOT-ROUILLARD, Juge des Libertés et de la Détention au Tribunal de Grande Instance de LILLE,

assisté de Hélène MASCLEF, Greffier,

en présence de Monsieur NINGHARARI Ibrahim, interprète en langue farsi qui a prêté le serment prévu par la Loi,

Étant en audience publique,

Vu l'arrêté de MONSIEUR LE PRÉFET DU NORD ayant prononcé la remise aux autorités belges le 28/07/2010 à l'encontre de :

Monsieur ~~XXXXXXXXXX~~ M. ~~XXXXXXXXXX~~
né le 22 Décembre 1970 à NINGAHAR - AFGHANISTAN
de nationalité Afghane

Vu la décision de maintien de l'intéressé en rétention dans des locaux ne dépendant pas de l'administration pénitentiaire prononcée par MONSIEUR LE PRÉFET DU NORD et notifiée à l'intéressé le 28/07/2010 à 11h05,

Vu la requête en prolongation de MONSIEUR LE PRÉFET DU NORD en date du 29 juillet 2010,

Vu l'article 4 de l'Ordonnance n°2004-1248 du 24 novembre 2004 portant abrogation de l'Ordonnance n°45-2658 du 02/11/1945, et des articles 87 et 89 de la loi n°2003-1119 du 26 novembre 2003,

Vu les articles L.551-1 à L.551-3 et 551-2 à L.552-12 du Code de l'entrée et du séjour des Étrangers et du droit d'asile,

L'intéressé entendu en ses observations,

Monsieur BAUDUIN, représentant de l'Administration, entendu en ses observations,

Maître CLEMENT entendu en ses observations,

Attendu, sur le troisième moyen soulevé en défense concernant l'absence d'interprète lors de la signature du registre par l'intéressé lors de l'arrivée au centre de rétention, qu'il s'avère:

- que la copie de ce registre doit être jointe à la requête à peine d'irrecevabilité de celle-ci conformément à l'article R.552-3 du CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE;
- que les articles L. 553-1 à 3 du même code prévoit les mentions qui doivent y figurer;
- que l'article L.552-2 du CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE impose au juge des libertés et de la détention de vérifier notamment par l'examen de la copie du registre émargé par l'intéressé que celui-ci a été placé en état de faire valoir ses droits;
- que l'article L.551-2 du CESEDA vise les droits reconnus à l'étranger pendant toute la période de rétention qui commence dès la notification de son placement et non à son arrivée au centre de rétention pour certains d'entre eux, puisque cette disposition n'opère aucune distinction;
- que les articles L.111-7 et 8 du CODE DE L'ENTRÉE ET DU SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE consacrent le principe du choix de la langue comprise par l'intéressé à compter du début de son placement en rétention et le recours en conséquence à un interprète y compris par voie téléphonique

LILLE 30-07-2010 11

ou le recours à la traduction écrite (formulaire);

- que le registre comporte l'indication déterminante de l'heure d'arrivée de l'intéressé au centre de rétention puisque le temps de transport constitue une période au cours de laquelle une suspension, non prévue en droit, est de fait systématiquement apportée à l'exercice effectif des droits qui ne peuvent s'exercer que dans un lieu fixe et qu'en conséquence le contrôle du juge doit pouvoir porter sur ce délai;

- que, de même, il mentionne habituellement la réponse apportée par l'intéressé à la question de l'achat d'une carte téléphonique, soit une indication afférente à l'exercice effectif d'un droit antérieurement notifié, alors que cet échange ne peut valablement et utilement avoir lieu hors l'intervention d'interprète; que de la confrontation de ces éléments il ressort que le registre, sans qu'il y ait lieu de procéder à une qualification juridique plus avant de cette pièce, doit donc être soumis au juge revêtu de la signature de l'intéressé qui ne peut être recueillie qu'avec l'assurance de la compréhension des mentions qui y figurent et notamment de ces mentions indispensables, en sorte que l'absence de toute indication que cet émargement est intervenu après usage sous quelque forme que ce soit prévue par les textes de la langue comprise par l'intéressé, ne permet pas au juge d'assurer le contrôle qui lui est imparti par la loi quant à l'exercice effectif des droits afférents à la rétention;

qu'il faut souligner à cet égard que malgré les difficultés récurrentes en matière de transport entre local de garde à vue et centre de rétention, aucun procès-verbal n'est dressé concernant cette opération même si l'exigence imposée dans les termes ci-dessus rappelées de la production de la copie du registre n'a pas vocation à être palliée par la production d'autres pièces à la procédure;

que l'absence d'allégation d'un grief est dépourvu d'incidence sur cette analyse dès lors que la démonstration de ce dernier n'est exigé par aucune disposition du CESEDA;

qu'il sera noté que si la notification des droits afférents à la rétention comporte des explications quant à la teneur du registre, il s'agit, ainsi que déjà souligné, non d'une question de notification mais d'exercice effectif des droits et qu'il ne peut être fourni par anticipation des explications quant à la teneur d'un document qui exonérerait de l'obligation de sa traduction au moment où l'émargement de celui-ci un temps certain plus tard est requis;

Attendu en outre, *sur le dernier moyen soulevé en défense*, que les époux M. ~~XXXXXX~~ sont parents de deux enfants de 5 et 12 ans, présents avec eux au cours de leur garde à vue puis en rétention et à l'audience; que la violation de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant a été invoquée; que d'une part les dispositions des articles L.511-4 et L.521-4 du CESEDA doivent ici être rappelées, la rétention étant destinée exclusivement à permettre l'éloignement du territoire français; que, d'autre part l'article 3 de la CEDH interdit tout traitement inhumain ou dégradant et l'article 3-1 de la CIDE impose comme considération primordiale pour toute décision publique l'intérêt supérieur de l'enfant;

qu'en l'occurrence, même si le centre de rétention concerné dispose d'un espace réservé à l'accueil des familles et si aucune difficulté spécifique dans les conditions d'accueil au centre de LESQUIN n'a été invoquée, il persiste qu'il s'agit d'un lieu *d'enfermement* où sont retenus des étrangers en vue de leur éloignement du territoire français pour une durée pouvant aller jusqu'à 32 jours consécutifs; que ces deux enfants dont l'un en bas-âge se trouvent dès lors soustraits soudainement aux cadre et mode de vie qui sont les leurs pour des conditions de vie qui demeurent hors norme notamment pour le plus jeune; qu'il faut souligner que le Parquet n'a pas estimé que les conditions de vie de ces mineurs antérieures au placement en rétention auraient justifié son intervention puis celle du juge des enfants; que les parents exercent ici pleinement leur autorité parentale et qu'il ne saurait pas davantage être soutenu que leur situation ne pourrait être invoquée que par ces mineurs dans le cadre de la désignation d'un administrateur ad'hoc, désignation non justifiée et incompatible avec le délai pour statuer; que cet enfermement avec leur enfant cause à ses parents une souffrance d'une gravité certaine qui ne peut être méconnue; que Madame M. ~~XXXXXX~~ a spontanément invoqué les difficultés éprouvées par le plus jeune de ses fils face à la matérialisation de cet enfermement que constitue la vision des murs, barbelés, etc; que le but poursuivi ne permet d'écarter ni la primauté de l'intérêt de l'enfant ni l'absence de proportion avec le traitement ainsi infligé;

Attendu en conséquence que la requête sera rejetée sans qu'il y ait lieu d'examiner *les autres moyens d'irrégularité de la procédure soulevés en défense concernant le détournement de la garde à vue à des fins administratives, le défaut de diligences de l'administration résultant de la tardiveté de la saisine des autorités de réadmission et le menottage de l'intéressé*;

PAR CES MOTIFS

REJETONS la demande sus-visée.

Avisons l'Étranger de la possibilité de faire appel, devant le premier président de la cour d'appel ou son délégué, de la présente ordonnance dans les vingt-quatre heures de son prononcé ; l'informons que la déclaration d'appel doit être motivée et peut être transmise par tout moyen (notamment par télécopie) au greffe de la cour d'appel de Douai (Numéro de fax de la cour d'appel 03 27 93 28 01) ;

Lui indiquons que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué.

Prononcé, reçu copie et notifié le 30 juillet 2010 à 12 heures 21

L'INTÉRESSÉ	L'AVOCAT	L'INTERPRÈTE	LE REPRÉSENTANT DE L'ADMINISTRATION	LE GREFFIER	LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Notification de la présente ordonnance a été donné ce jour à Monsieur le procureur de la République,
à Monsieur le Préfet
Le Greffier.